

Après la victoire de Meloni, vers un axe Italie-Hongrie-Pologne au sein de l'UE ?

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION AVEC AFP CÉCILE FEUILLATRE EDNH

30 septembre 2022



Paris - Avec la victoire de Giorgia Meloni, l'Italie pourrait prendre la tête d'un front ultra conservateur en Europe avec la Hongrie et la Pologne, mais une telle alliance trouvera rapidement ses limites, notamment autour de la question ukrainienne et du positionnement envers Moscou.

Signe révélateur, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán et son homologue polonais Mateusz Morawiecki ont été les premiers à saluer la victoire de la dirigeante post-fasciste italienne à l'issue des élections législatives le 25 septembre.

“Nous avons plus que jamais besoin d'amis partageant une vision et une approche commune de l'Europe“, s'est exclamé Budapest, tandis que Varsovie saluait la “grande victoire” de l'extrême droite

italienne.



De fait *“la Hongrie et la Pologne sont plus que ravies de cette élection”*, résume Yordan Bozhilov, directeur du think tank bulgare Sofia Security Forum. La victoire de l’extrême droite dans un des pays fondateurs de l’Union européenne devrait atténuer l’isolement de Budapest et Varsovie, en conflit avec Bruxelles sur les questions d’Etat de droit.

“La victoire de Meloni va permettre de diminuer la pression sur leurs propres pays au sein de l’UE, et ouvre la voie à un front plus uni”, déclare M. Bozhilov à l’AFP.

Après la forte percée de l’extrême droite en Suède aux législatives de septembre, la victoire de Madame Meloni dans un pays qui est aussi la troisième économie de l’UE donne des ailes aux ultra conservateurs. Rome, Budapest et Varsovie sont très proches sur les questions sociétales, se rejoignant dans leur positionnement anti islam, anti immigration, anti avortement et anti LGBT.



Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki, le 27 juillet 2022 à Varsovie AFP/Janek Skarzynski

“La droite européenne se renforce... Nous vaincrons les communistes, le gauchisme et le lobby LGBT - tous ceux qui ruinent notre civilisation”, comme l’a lapidairement résumé le vice-ministre de l’Agriculture polonais Janusz Kowalski sur Twitter.

Les trois pays se retrouvent également dans leur conception d’une Europe chrétienne, blanche, et composée de nations souveraines. *“Hongrie et Pologne sont des pays qui veulent changer l’Europe de l’intérieur, et ils ne s’en cachent pas. Ils n’ont pas réussi jusqu’à présent mais il y aura sans doute la tentative de faire un axe Rome/Budapest/Varsovie”*, estime Tara Varma, directrice du bureau parisien de l’ECFR (European Council on foreign relations).



Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán à Budapest AFP/Attila Kisbenedek

Pour elle, ces trois pays, qui n'ont pas l'intention de sortir de l'UE *"vu le contre exemple absolu qu'a été le Brexit"*, peuvent néanmoins être les *"spoilers, les empêcheurs de tourner en rond"* de l'UE. *"Un pas en avant, deux pas en arrière, ils peuvent empêcher l'Union d'avancer, tout en continuant à profiter des fonds communautaires"*.

| - Ukraine et sanctions -

Mais le front de "valeurs" risque de se fissurer rapidement sur la question brûlante de la guerre en Ukraine et la politique de l'UE vis-à-vis de Moscou. *"A un moment, Meloni devra choisir entre la Pologne et la Hongrie"*, résume Tara Varma.

La responsable italienne a clairement affiché ses positions, pro-ukrainienne, en faveur des sanctions européennes contre Moscou, atlantiste.

Un positionnement aligné sur celui de Varsovie, mais très loin de celui de Viktor Orbán, qui a tissé ces dernières années des liens étroits avec le président russe Vladimir Poutine, et se montre très critique, voire opposé, aux sanctions européennes contre Moscou.

En dépit de ses alliés aux positions pro-russes, Silvio Berlusconi et Matteo Salvini, Mme Meloni, dont le parti Fratelli d'Italia domine la coalition des droites, ne devrait pas changer de position sur l'Ukraine, espèrent ses partenaires.



(g-d) Matteo Salvini de la Ligue, Silvio Berlusconi de Forza Italia et Giorgia Meloni de Fratelli d'Italia, le 22 septembre 2022 à Rome AFP/Alberto Pizzoli

"Concernant la politique étrangère, de ce que nous savons, Madame Meloni est en faveur des sanctions contre la Russie et Fratelli d'Italia est plus proche du PiS polonais que du Fidesz"

hongrois”, estime l’analyste hongrois Patrik Szicherle.

Pour Martin Quencez, du German Marshall Fund, Mme Meloni *“a envoyé les bons messages sur l’Ukraine”*, notamment aux Etats-Unis, pour qui l’Italie est un partenaire crucial au sein de l’Otan.

De son côté, Mme Meloni *“a tout intérêt à avoir de bonnes relations avec Bruxelles et à ne pas entrer dans un conflit frontal”*, analyse Paolo Modugno, professeur de civilisation italienne à Sciences Po Paris. *“Elle est très consciente des problèmes des Italiens, de leur angoisse face à l’inflation et la situation économique. Son urgence est de faire face à la crise, pas de se lancer dans une aventure idéologique”*, estime-t-il.

Pour tous les analystes, la nomination des ministres régaliens, particulièrement aux Finances et aux Affaires étrangères, constituera un indicateur crucial de l’attitude que compte adopter Madame Meloni en Europe.